

LE SNFOLC DÉFEND L'EPS

Lors du CSE du 15 janvier, le ministère a présenté des projets de décret et d'arrêté « relatifs à la situation particulière de l'éducation physique et sportive au regard de la session de remplacement pour les baccalauréats général et technologique ».

Cette modification des textes exclut l'EPS des disciplines organisant une session de remplacement en septembre, pour les candidats individuels « empêchés ». Ainsi, les candidats qui n'auront pas pu se présenter aux épreuves organisées en session dite « normale » en raison d'un cas de force majeure, qu'il s'agisse des évaluations de l'enseignement obligatoire ou optionnel, verront leur note d'EPS neutralisée.

Les candidats individuels sont les élèves, non affectés dans un établissement du second degré public ou privé sous contrat (privé hors contrat, CNED, ...). En 2025, il s'agissait de 1 800 inscrits aux épreuves ponctuelles et de 109 candidats convoqués aux épreuves de remplacement.

Le ministère a mis en avant les difficultés d'organisation de ces épreuves de remplacement, des difficultés qu'elles engendraient pour les candidats qui voyaient l'obtention du baccalauréat retardée. Le ministère a en outre pris acte que 40% des candidats convoqués ne s'étaient pas présentés à ces épreuves de remplacement.

Sans nier les difficultés réelles liées à l'organisation d'épreuves de rattrapage spécifiques à l'EPS, le SNFOLC estime que les conditions matérielles ne peuvent justifier de déroger aux règles de principe. Certaines difficultés sont d'ailleurs liées à la politique d'austérité que le SNFOLC combat depuis des années. En particulier, ce budget 2026 qui permet encore plus de cadeaux fiscaux aux grandes entreprises, attribue 7 milliards supplémentaires pour la Défense et rend pour la première fois depuis 1945, le budget des armées plus gros celui de l'Éducation nationale.

Dans le même temps, le manque d'infrastructures sportives est de plus en plus criant.

C'est pour toutes ces raisons que le SNFOLC s'est opposé à ce texte et qu'il appelle les personnels à se réunir dans les établissements pour lister leurs revendications en termes de postes, d'heures, pour faire valoir leurs exigences en termes de salaires, conditions de travail et refuser la marche à la guerre.

